

Quelle politique de formation pour le réseau international des travailleurs de rue ?

1. Principes

Toute politique de formation est aussi une formation de politique.

Nous souhaitons par cette formule tirer toutes les conséquences du constat que dans les économies contemporaines le capital culturel occupe une place centrale. Il en va de même pour tout ce qui touche à la formation de ce capital ; la formation et le travail de rue sont concernés, ainsi que le rapport entre ces deux domaines d'activité.

Ainsi, la capacité à rendre visible ce qu'une société inégalitaire tend à cacher touche-t-elle à la formation des politiques ; la manière dont on rendra raison de cette réalité dépend quant à elle de la politique de formation qui sera mise en oeuvre.

Le lien de réciprocité entre formation et politique se joue à plusieurs niveaux, dont celui, très inégalitaire, de la légitimité de la prise de parole.

Celle-ci se construit souvent sur une forme du contenu, dont les expressions majoritaires sont particulièrement inadaptées au travail de rue (pensée technocratique, logique programmatique dont témoigne la trilogie objectifs/moyens/résultats).

Enfin, une tendance assimilationniste (des producteurs de capital culturel, des formes de savoirs) rend difficile la construction d'une politique de formation appropriée aux enjeux de la réalité concernée, toujours susceptible de devoir se « mouler » dans des formes voisines mais contraires.

2. L'enjeu central

Celui-ci nous paraît résider dans la reconnaissance du « capital façonnier » propre aux collectifs de travailleurs. Nous entendons entre autres par « capital façonnier » (que nous opposons à « capital foncier » et à « capital financier » dans le contexte de cette réflexion) :

- les manières autonomes de donner sens et valeur au travail, tant dans sa dimension humaine que technique;
- les formes de travail qui sont inventées et construites par les collectifs dans l'expérience.

Ces deux dimensions affirment la propriété des collectifs sur la création de leurs ressources culturelles et, par là même, mettent en avant la contribution de ces collectifs dans la production de la société ; plus précisément, la contribution des collectifs à la construction de tout ce qui est nécessaire pour qu'une production puisse exister : des connaissances, de la créativité, des relations sociales comme la confiance, la réciprocité, la conscience même du collectif.

Une attention particulière doit être portée dans ce contexte aux collectifs qui prennent la forme d'un réseau ; ils doivent en effet affronter une difficulté qui leur est propre, à savoir la dialectique entre l'appartenance et la singularité. Cette difficulté peut conduire le réseau à recourir à un « lissage » excessifs des réalités singulières.

3. Conséquences en matière de formation professionnelle

On voit immédiatement qu'une politique de formation peut déposséder un corps professionnel de son capital façonnier, comme elle peut lui permettre de le développer, non seulement de façon autonome, mais aussi, comme nous l'avons dit, en reliant sa production à la production de la société tout entière.

Une formation au travail social comme le travail de rue ne pourra donc que :

- tenter de rendre raison, diffuser et développer les savoirs propres construits dans l'expérience par les travailleurs eux-mêmes;
- relier ces savoirs et les pratiques qu'ils concernent à la production de la société ; dans la mesure où cette production a pris aujourd'hui une dimension mondialisée (c'est-à-dire où le modèle dominant tire sa force de son extension géographique et de sa capacité d'intégration – Félix Guattari parlait de « capitalisme mondial intégré), cette dimension doit également être constitutive de la recherche et de la formation;
- permettre de dégager les enjeux et alternatives politiques qui sont aujourd'hui en débat : sens de l'Etat, rôles du secteur associatif, paradigme de référence (comme l'intégration, la cohésion sociale, ...), etc.

Par ailleurs, nous posons que toute politique de formation dans le travail social, parce qu'elle concerne des pratiques notamment associatives, doit respecter le principe d'homologie relative qui est au coeur de ces pratiques.

Il serait en effet proprement aberrant que les pratiques de formation déployées ne soient pas congruentes avec les pratiques sociales concernées, notamment dans le type d'interactions sociales mobilisées (rapport de coopération, de réciprocité, de respect de la diversité) et au niveau des valeurs mobilisées (comme l'autonomie critique).

4. Politique de formation et « acteur réseau »

Concrètement, une politique de formation internationale au travail de rue qui se référerait aux analyses précédentes pourrait reposer sur quatre piliers.

a) Un pilier « certificatif »

L'enjeu d'une formation spécifique reconnue et donnant lieu à un titre homologué est évidemment central ; dans l'état actuel des systèmes éducatifs, on voit mal comment on pourrait transcender les logiques nationales. L'objectif pourrait être de mettre en réseau plusieurs centres certificatifs, pour permettre des comparaisons de programmes et de processus. Une politique volontariste de mobilité pour les étudiants pourrait être organisée.

b) Un pilier « recherche »

Nous n'évoquons pas ici des recherches universitaires traditionnelles, mais bien une politique de recherche définie par le Réseau international et menée dans une diversité de pays. Nous pensons ici à une sorte de Collège international itinérant, qui travaillerait annuellement sous la forme de « séminaires », dans la logique de Michel de Certeau, pour étudier les « arts de faire » propres à une réalité locale, dans son articulation aux enjeux de développement et aux relations traversant les champs culturel, social, économique et politique concernés.

c) Un pilier « formation continuée de cadres »

La transmission est un enjeu majeur pour un réseau qui se donne une politique de formation internationale. Dans ce contexte, nous pensons à un cursus destiné aux cadres et animateurs du réseau sous le mode de l' « open university ». Des programmes modulaires pourraient être conçus et dispensés par des associations dont la spécialisation serait reconnue en la matière. Une partie importante des modules serait dispensée « à distance ». Le cursus et les attributions de modules seraient définis par le groupe pilote du réseau.

d) Un pilier « rencontres »

Enfin, il nous semble que le Réseau international devrait labéliser des lieux et des thèmes de stages diversifiés à l'intention de ses membres, en lien avec les trois piliers précédents.

Ces piliers devraient être définis en tenant compte du fait que la lutte pour l'existence (d'une politique de formation, de ses protagonistes, de ses valeurs) est souvent une lutte avec et contre l'existant. Une analyse différenciée (selon les différentes réalités) des rapports de similitude et d'opposition, ainsi que des rapports de concaténation avec les pratiques et protagonistes existants devrait être effectuée.

Jean Blairon